

BOURSES MONDIALES

# La hausse au rendez-vous ce week-end, mais...

*La plupart des Bourses mondiales sont reparties à la hausse vendredi, au terme d'un mois d'octobre qui restera comme celui d'une crise financière historique, alors que l'horizon économique continuait de s'assombrir, et que planent les incertitudes liées à la présidentielle américaine.*

Le rebond a été net sur la majorité des places : à Wall Street, le Dow Jones a pris 1,57%, enchaînant une deuxième séance consécutive de hausse pour la première fois depuis un mois. Au lendemain de l'annonce d'une chute du produit intérieur brut américain de 0,3% au 3<sup>e</sup> trimestre, les volumes d'échanges sont restés faibles, ce qui ne dénote pas un retour fracassant de la confiance sur le marché.

Sur la semaine écoulée, à New York, le Dow Jones a rebondi de 11,29%, aidé par une envolée de plus de 10% lundi. Francfort a clôturé, vendredi, à +2,44%, Paris à +2,33%, Londres à +2%, Milan à +2,88%, Amsterdam à +3,90% et Madrid à +3,32%. Exception à la tendance haussière : Sao Paulo a perdu 0,52%. En Asie, Tokyo avait clôturé à -5,01%.

La Bourse de Riyad a débuté samedi une nouvelle semaine en hausse de 2,73% à l'ouverture. Mais sur le mois, les trois grandes places européennes et New York ont perdu de 15% à 17%. Tokyo, qui sera fermé demain lundi pour cause de jour férié, a perdu 25% en octobre.

Depuis le début de l'année, les principales Bourses mondiales ont perdu de 30% à 40%.

## Les clignotants économiques au rouge

Les répercussions se font sentir dans les données macroéconomiques comme chez les entreprises. Des grands noms de l'industrie ou de la finance comme Nissan, Motorola, BASF ou American Express ont annoncé des suppressions d'emplois par milliers, menaçant d'accélérer la chute de l'économie vers la récession. Les clignotants sont à l'orange et même au rouge en terme de croissance pour les économies allemande, espagnole et japonaise, notamment. Nombre d'entreprises et banques renvoient à la baisse leurs prévisions de résultats, et pour certaines elles

sont contraintes à des fermetures d'usines et des réductions de production. Selon le cabinet de reclassement Challenger, Gray et Christmas, le nombre des suppressions d'emplois devrait dépasser le million en 2008 aux Etats-Unis, un chiffre inédit depuis 2005. Une récession qui atteint le secteur automobile et même pourrait toucher l'industrie du luxe, pourtant réputée solide.

## La politique monétaire incapable d'influer

Et cela même si plusieurs pays annoncent des plans de relance et de soutien aux montants conséquents. Mercredi, la Fed avait annoncé un abaissement d'un demi-point, à 1,0%, de son principal taux directeur.

La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont laissé entendre qu'elles pourraient prochainement assouplir aussi leur politique monétaire. Mais les Etats-Unis touchent aux limites de la politique monétaire et fiscale avec des taux directeurs qui s'approchent de zéro, avertissent les experts. Mais ces mesures n'ont pas d'effet immédiat sur l'économie.

Les cours du pétrole sont repartis à la baisse à Londres, le baril de Brent perdant 2,19 dollars à 61,52 dollars, tandis qu'à New York, le baril a fini à 67,81 dollars, en hausse de 1,85 dollar. Parallèlement, l'euro s'affaissait de nouveau face au dollar, à 1,2754 dollar vers 20h30 GMT, contre 1,2913 dollar jeudi soir.

## Les incertitudes restent à venir

Cela étant, les places boursières mondiales s'apprentent ainsi à vivre une semaine riche en inconnues. La principale étant la conclusion, mardi, du duel électoral aux Etats-Unis, bien que les marchés tablent largement sur la victoire de Barack Obama, en tête dans les sondages, face à John McCain. Certains ana-



Photo : DR

## Les marchés toujours sous pression.

lystes n'hésitent pas à prédire que Wall Street, la première Bourse mondiale, risque de réagir négativement à l'arrivée à la Maison Blanche d'un démocrate, favorable à un relèvement des taxes sur les plus-values, et pourrait inversement célébrer celle de son concurrent républicain.

La fin de la semaine promet également d'être agitée, avec la publication des chiffres mensuels de l'emploi aux Etats-Unis, attendus avec anxiété en liaison avec la crise financière historique que subit la planète.

## Le FMI et les pays du Golfe sollicités

En outre, le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré vendredi que les Seychelles lui avaient demandé son assistance financière.

Les Seychelles est le quatrième pays cette année à obtenir l'examen d'un prêt pour affronter les conséquences de la crise financière, après l'Islande, l'Ukraine et la Hongrie. Au cours d'une tournée dans le Golfe à partir de samedi, le Premier ministre britannique Gordon Brown va, lui, tenter de convaincre l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et le Qatar d'utiliser leurs ressources financières pour soutenir les pays frappés par la crise.

Parallèlement, les appels à une réforme radicale du système financier international se multiplient. Ainsi, les chefs d'Etat et de gouvernement de la communauté ibéro-américaine viennent de réclamer un sommet mondial «d'urgence» à l'ONU pour en débattre.

C. B. / Agences de presse

## PÉTROLE

# Les cours clôturent le mois en hausse

*Les prix du pétrole ont terminé en hausse à New York vendredi, dernière séance d'un mois marqué par une chute historique, portés par la reprise de Wall Street qui a apaisé les craintes d'un effondrement de la demande sous l'effet du ralentissement économique mondial.*

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude, pour livraison en

décembre, a fini à 67,81 dollars, en hausse de 1,85 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Mais sur le mois

d'octobre, les cours ont chuté de 32,6%, du jamais vu. En baisse à l'ouverture vendredi (à 61,52 dollars le baril de Brent à Londres et à 64,15 dollars à New York), les prix ont été soutenus par une amélioration de la confiance, alors que les marchés d'action semblent se rétablir selon un analyste. Les cours ont

perdu plus de la moitié de leur valeur depuis leurs sommets du mois de juillet, à 147 dollars, alors que se dégradait brutalement les perspectives économiques.

Les investisseurs craignent une récession généralisée de nature à plomber durablement la demande d'or noir.

Mais vendredi, la Bourse de New York montait nettement en fin de séance, au terme d'une semaine marquée par un rebond spectaculaire.

Le marché commence à s'inquiéter également quant à la réduction possible de l'offre.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a annoncé la semaine dernière une réduction de sa production de 1,5 million de barils par jour pour tenter d'enrayer la chute des cours. De nouvelles baisses de la production ne sont pas écartées.

C. B. / Agences de presse

## RÉUNION DEMAIN À MARSEILLE DES MINISTRES DES AE DE L'UPM Marseille, Barcelone, Bruxelles et La Valette en lice pour abriter le siège

La délicate question de la désignation du siège permanent du secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UPM) et celle du choix du secrétaire général de l'Union seront au menu de la conférence des ministres des Affaires étrangères du Processus de Barcelone-UPM prévue à partir de demain à Marseille (France). Bruxelles, La Valette, Barcelone ou encore Rabat sont candidats pour abriter le secrétariat de l'Union.

La France, qui copréside l'Union avec l'Egypte, avait fait connaître sa préférence pour un pays de la rive sud de la Méditerranée. La Tunisie aurait renoncé à abriter le siège du secrétariat permanent de l'Union et n'aspire pas non plus à occuper le poste de secrétaire général. Mais il n'y a de consensus ni du côté européen, ni du côté arabe. La Syrie et le Liban combattent l'idée qu'un pays arabe puisse accueillir le secrétariat. Ce serait indirectement accepter, selon eux, une normalisation des relations avec Israël. Le choix de la ville doit être décidé à l'unanimité.

Du côté européen, c'est l'Espagne qui veut faire aboutir sa candidature. Et outre la désignation du siège, la réunion de Marseille, la première depuis le lancement de l'UPM le 13 juillet lors du sommet fondateur de Paris, à l'initiative du président français Nicolas Sarkozy, doit décider également de la composition et des pouvoirs du secrétariat général qui sera chargé de gérer les projets concrets de l'Union. En plus des 27 pays de l'Union européenne, l'UPM regroupe l'Algérie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, la Syrie, la Tunisie, la Turquie, l'Autorité palestinienne, l'Albanie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et Monaco.

La Ligue arabe sera également présente à cette réunion, représentée par son secrétaire général Amr Moussa, malgré l'opposition d'Israël à sa participation. Là encore, la participation de la Ligue arabe constitue un autre point d'achoppement qui a été déjà à l'origine du report de la conférence de Amman sur l'eau. Celle-ci devait être la première réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée depuis sa création. Cela traduit les difficultés de la nouvelle organisation à rentrer dans le vif du sujet.

Ce report de dernière minute, lié en particulier à des tensions israélo-arabes, fait craindre que l'organisation ne se heurte très vite aux mêmes écueils que le «processus de Barcelone», initié en 1995.

Le ministre français de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, estime que l'UPM doit d'abord régler les questions d'organisation et de gouvernance, avant de passer à la phase opérationnelle. Deux questions sensibles sur lesquelles vont se pencher les participants à la rencontre de demain.

Lotfi Merad

## SAÏDA

# Nouveau scandale à la BNA

La cliente F. F. s'est évanouie, jeudi dernier, en apprenant au niveau de l'agence BNA de Saïda, où elle dispose d'un compte courant, que celui-ci est débiteur d'un montant d'un milliard quatre cent millions de centimes. C'est, avance-t-on de source sûre, le deuxième client victime de ce genre de vol après M. S. Z., dont le compte a été débité d'un milliard sept cent millions de centimes. Pour rappel, il a déposé plainte auprès de la Sûreté de la wilaya de Saïda.

Aussi, le procureur de la République a placé le dénommé M. M., caissier au niveau de cette agence, sous mandat de dépôt et mis le directeur ainsi que deux agents sous contrôle judiciaire. Une commission a été dépêchée par la direction régionale de la BNA, située à Mostaganem, pour enquêter sur ce scandale.

Kadour D.